

ARRONDISSEMENT DE
NIVELLES

COMMUNE DE
VILLERS-LA-VILLE

Séance du **31 janvier 2007**

Présents: MM. E. BURTON, *Bourgmestre-Président*;

P. VANHOLLEBEKE, J-L. DALMEIREN, J.P. LABAR, A-M. PIERARD, *Echevins*;

J-P. BRICHART, D. DANLOY, P. VAN LIERDE, A. STERCKX, V. AERTS,

D. HAULOTTE, J. DELLIER, N. MATHY-DERVILLE, M. DRUEZ, C. APPART,

O. GONZE, S. ANCART, M-C. PAULUIS-PELSMAEKERS, M. FRERE-RICHARD,

D. STALMANS, P. VOET, *Conseillers*;

M. DAUBE, *Secrétaire Communal*.

TAXE SUR LA FORCE MOTRICE

Le Conseil Communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31;

Vu la Loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales partiellement annulée par l'arrêt de la Cour d'arbitrage du 18 mars 1998;

Vu la Loi du 15 mars 1999, relative au contentieux en matière fiscale, notamment ses articles 91 à 94;

Vu la Loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale;

Vu les dispositions du Titre VII, chapitres 1^{er}, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les revenus 92;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure de réclamation contre une imposition provinciale ou communale;

Vu la Circulaire du 10 mai 2000 du Ministre de l'Intérieur déterminant la procédure devant le Collège Echevinal en matière de réclamation contre une imposition communale;

Vu la situation financière de la commune;

Après en avoir délibéré;

ARRETE à l'unanimité :

Article 1

Il est établi, pour les exercices 2007 à 2012, une taxe communale annuelle sur la force motrice.

Article 2

Il y a lieu d'entendre par « force motrice » la puissance des moteurs disponibles au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition.

Article 3

La taxe est due par toute personne physique ou, solidairement, par les membres de toute association exerçant, au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition, une profession indépendante ou libérale ou par toute personne morale exerçant, à la même date, une activité commerciale, industrielle ou de services sur le territoire de la commune.

.../...

Séance du **31 janvier 2007**

Présents: MM. E. BURTON, *Bourgmestre-Président*;

P. VANHOLLEBEKE, J-L. DALMEIREN, J.P. LABAR, A-M. PIERARD, *Echevins*;

J-P. BRICHART, D. DANLOY, P. VAN LIERDE, A. STERCKX, V. AERTS,

D. HAULOTTE, J. DELLIER, N. MATHY-DERVILLE, M. DRUEZ, C. APPART,

O. GONZE, S. ANCART, M-C. PAULUIS-PELSMAEKERS, M. FRERE-RICHARD,

D. STALMANS, P. VOET, *Conseillers*;

M. DAUBE, *Secrétaire Communal*.

TAXE SUR LA FORCE MOTRICE

.../2/...

Article 4

La taxe est fixée à 3,50 euros par kilowatt, ce taux étant réduit, à due concurrence, pour les moteurs appelés à ne fonctionner qu'une partie de l'année.

Article 5

Ne donnent pas lieu à la perception de la taxe:

- le moteur actionnant un véhicule assujéti à la taxe de circulation ou spécialement exonéré de celle-ci;
- le moteur d'un appareil conçu pour être habituellement transporté;
- le moteur de réserve et de rechange.

Le moteur de réserve est celui dont le service n'est pas applicable à la marche normale de l'entreprise et qui ne fonctionne que dans les circonstances exceptionnelles, pour autant que sa mise en service n'ait pas pour effet d'augmenter la production des établissements en cause; le moteur de rechange est celui qui est exclusivement affecté au même travail qu'un autre, qu'il est destiné à remplacer temporairement.

Article 6

La taxe sur la force motrice est supprimée sur tout nouvel investissement acquis ou constitué à l'état neuf à partir du 1^{er} janvier 2006 en application du décret-programme du 23 février 2006 relatif aux « Actions prioritaires pour l'avenir wallon ».

Article 7

A la demande du contribuable, introduite au plus tard le 31 mars suivant l'exercice d'imposition, le remboursement de la taxe, lui est accordé, à due concurrence, en cas d'inactivité d'un moteur durant une période excédant un mois.

L'inactivité est prouvée:

- soit par une comptabilité régulière de l'utilisation des moteurs;
- soit par une déclaration écrite, faite par le contribuable, du début et de la fin de l'inactivité, celle-ci, en ce cas, n'étant comptée qu'à dater de la réception de la déclaration.

Le remboursement se calcule par mois entier d'inactivité.

.../...

Séance du **31 janvier 2007**

Présents: MM. E. BURTON, *Bourgmestre-Président*;

P. VANHOLLEBEKE, J-L. DALMEIREN, J.P. LABAR, A-M. PIERARD, *Echevins*;

J-P. BRICHART, D. DANLOY, P. VAN LIERDE, A. STERCKX, V. AERTS,

D. HAULOTTE, J. DELLIER, N. MATHY-DERVILLE, M. DRUEZ, C. APPART,

O. GONZE, S. ANCART, M-C. PAULUIS-PELSMAEKERS, M. FRERE-RICHARD,

D. STALMANS, P. VOET, *Conseillers*;

M. DAUBE, *Secrétaire Communal*.

TAXE SUR LA FORCE MOTRICE

.../3/...

Article 8

L'Administration Communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenue de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'Administration Communale, au plus tard le 31 mars de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

La déclaration mentionne la période d'utilisation du moteur appelé à ne fonctionner qu'une partie de l'année. Elle mentionne aussi, le cas échéant, la tenue d'une comptabilité régulière de l'utilisation des moteurs.

Article 9

A défaut de déclaration ou en cas d'insuffisance de celle-ci, le contribuable est imposé d'office, d'après les éléments dont l'Administration Communale peut disposer, sauf le droit de réclamation et de recours.

Article 10

Le recouvrement de la taxe est poursuivi conformément aux règles relatives au recouvrement en matière d'impôts d'Etat sur le revenu.

Article 11

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. A défaut de paiement dans ce délai, il est fait application de règles relatives aux intérêts de retard en matière d'impôts d'Etat sur le revenu.

.../...

Séance du **31 janvier 2007**

Présents: MM. E. BURTON, *Bourgmestre-Président*;

P. VANHOLLEBEKE, J-L. DALMEIREN, J.P. LABAR, A-M. PIERARD, *Echevins*;

J-P. BRICHART, D. DANLOY, P. VAN LIERDE, A. STERCKX, V. AERTS,

D. HAULOTTE, J. DELLIER, N. MATHY-DERVILLE, M. DRUEZ, C. APPART,

O. GONZE, S. ANCART, M-C. PAULUIS-PELSMAEKERS, M. FRERE-RICHARD,

D. STALMANS, P. VOET, *Conseillers*;

M. DAUBE, *Secrétaire Communal*.

TAXE SUR LA FORCE MOTRICE

.../4/...

Article 12

Le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège Communal de la commune de Villers-la-Ville, à l'adresse suivante :

Rue de Marbais 37 1495 Villers-la-Ville.

Pour être recevables, les réclamations devront être introduites conformément à la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, et à ses arrêtés d'exécution notamment l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition communale.

Les réclamations doivent être motivées et introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de six mois à partir de la date d'envoi d'avertissement-extrait de rôle.

La décision prise par le Collège Communal peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal de première instance de Nivelles.

Les formes, délais et la procédure applicables au recours ainsi que les possibilités d'appel sont fixés par la loi du 15 mars 1999 précitée.

Le réclamant ne doit pas justifier du paiement de la taxe.

Le Secrétaire,
(s) M.DAUBE.

Le Président,
(s) E. BURTON

Pour extrait conforme:

Le Secrétaire Communal,

Le Bourgmestre,

M. DAUBE.

E BURTON.